https://www.e-solidarites.fr/association-et-pouvoir-dagir/et-si-nous-arretions-vraiment-apres-la-semaine-de-mobilisation-lalerte

"Et si nous arrêtions vraiment ?" Après la semaine de mobilisation, l'alerte continue !

1 500 personnes réunies à Paris, des mobilisations dans toute la France et déjà plus de 35 000 signatures pour la pétition. Tout au long de la semaine du 12 octobre, l'alerte « Et si nous arrêtions vraiment ? » a rendu visible la fragilisation des associations des solidarités et de la santé. Mais l'urgence demeure : des services ont déjà fermé, d'autres sont menacés, et les besoins des personnes accompagnées ne cessent de croître.

Mis à jour le 31 octobre 2026
De Uniopss

ASSOCIATION ET POUVOIR D'AGIR

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

INFO NATIONALE

« Nous avons voulu montrer ce qui se passerait si les associations s'arrêtaient vraiment. Pour certaines, d'ailleurs, les arrêts ont déjà commencé. D'autres mobilisations ont marqué l'actualité de ces derniers jours mais celles-ci ne doivent pas faire oublier ce que nous avons exprimé fortement durant toute la semaine passée : la nécessité de financer à hauteur des besoins les politiques publiques des solidarités et de la santé pour garantir les droits des personnes vulnérables, pour permettre aux associations de continuer leur action, pour mieux reconnaitre les professionnel(le)s, et plus généralement, pour renforcer les solidarités dont notre société a besoin chaque jour. » **souligne Daniel Goldberg, président de l'Uniopss**

Une mobilisation nationale pour montrer que les arrêts ne sont plus une hypothèse

Du 12 au 17 octobre, partout en France, associations, fondations, mutuelles, professionnels, bénévoles et personnes accompagnées se sont mobilisés autour d'une même question : **« Et si nous arrêtions vraiment ? »**
Le 15 octobre, 1 500 personnes se sont réunies place Jacques-Bainville, à Paris. Des organisations venues de plusieurs régions ont rejoint cette mobilisation, aux côtés de représentants associatifs, syndicaux, de salariés, de bénévoles et de personnes accompagnées, pour alerter sur les conséquences de la fragilisation des missions de solidarité. Dans les territoires, les initiatives se sont multipliées pour rendre cette réalité concrète :

- **À Bourges**, 500 personnes ont participé au rassemblement interassociatif du 13 octobre, selon les chiffres des renseignements généraux rapportés par les organisateurs.
- **À Nantes**, plus de 200 participants étaient annoncés pour une mobilisation symbolique, vêtus de noir et de rouge et portant des masques blancs, afin d'illustrer l'arrêt des activités associatives.
- **À Tours,** l'association ID37 a symboliquement fermé son accueil au public pour montrer ce que signifierait l'interruption de ses missions.
- **À Chaumont,** l'association La Passerelle a prévu une fermeture temporaire de son accueil de jour et un débrayage du 115, accompagnés d'échanges sur les conséquences de la disparition de ces services essentiels.
- **À Toulouse et Montpellier,** des actions symboliques, notamment des die-in et des mises en scène de parcours d'accompagnement, ont permis de sensibiliser à la réalité des personnes sans domicile et aux difficultés rencontrées par les associations qui les accompagnent.

Ces actions n'étaient en rien de simples opérations de communication. Elles visaient à rendre compte d'une réalité déjà à l'œuvre : des services associatifs ont fermé, des accompagnements ont été réduits et d'autres activités demeurent menacées.

Déjà 35 000 signatures : les citoyens prolongent la mobilisation

Lancée début octobre sur Change.org, la pétition nationale **« Et si nous arrêtions vraiment ? »** a désormais franchi le cap des **35 000 signatures.**
Ce soutien témoigne d'une mobilisation qui dépasse le seul monde associatif. Car les associations ne sont pas utiles uniquement aux personnes qu'elles accompagnent directement : leurs missions concernent aussi les familles, les proches, les professionnels, les collectivités et les services publics.
Une personne âgée privée d'aide à domicile, ce sont aussi des proches qui doivent réorganiser leur quotidien. Un lieu de prévention qui ferme, ce sont des personnes qui perdent un accès de proximité à l'information, au dépistage ou à l'accompagnement. Un service de protection de l'enfance qui réduit son activité, ce sont des enfants et des familles qui risquent de se retrouver sans réponse adaptée.
À travers cette pétition, les associations invitent les citoyens à interpeller, à leurs côtés, les pouvoirs publics. L'objectif : rappeler que la préservation des solidarités ne relève pas seulement de l'avenir d'un secteur, mais d'un choix de société.

La pétition reste ouverte

La semaine de mobilisation est passée. Pas l'urgence.

La semaine d'actions du 12 au 17 octobre a permis de rendre visibles les difficultés des associations. Il appartient désormais aux pouvoirs publics d'y apporter des réponses.
Alors que les arbitrages budgétaires pour 2027 se préparent, l'Uniopss et les organisations mobilisées demandent que les moyens alloués aux missions de solidarité soient à la hauteur des besoins, que les conséquences des décisions budgétaires soient pleinement évaluées et que le rôle essentiel des professionnels et des associations soit reconnu.
Car si la semaine nationale d'actions est achevée, la mobilisation, elle, se poursuit.